



Guide Européen sur

L'AGRICULTURE SOUTENUE PAR LA COMMUNAUTÉ CSA

Partage d'expériences



Community Supported Agriculture for Europe





Projet collectif
"Community Supported Agriculture for Europe"





Guide Européen sur l'Agriculture soutenue par la communauté CSA

Partage d'expériences

Collectif d'auteurs:

Jade Bashford, Kathleen Cross, Wolfgang Eichinger
Andreas Georgakakis, Morgane Iserte, Fabian Kern
Daniel Lešinský, Stephan Pabst, Jocelyn Parot, Zsófia
Perényi, Jan Valeška et Maike Wendland

Traduit de l'anglais par Cathy Bouffartigue, édité dans sa version
francophone par Jocelyn Parot.





Guide Européen sur l'Agriculture soutenue par la communauté (CSA)

Cette publication est le fruit du projet européen d'échanges
"Community Supported Agriculture for Europe" mené par les
partenaires suivants:

**ATTAC, Austria / CEPTA, Slovakia / DIO, Greece /
Gute Erde Kattendorf, Germany / PRO-BIO LIGA, Czech
Republic / Soil Association, United Kingdom /
TVE, Hungary / URGENCI Network, France.**

www.urgenci.net / contact@urgenci.net



URGENCI

THE INTERNATIONAL NETWORK FOR
COMMUNITY SUPPORTED AGRICULTURE



Lifelong Learning Programme



Education and Culture DG



Hungry
FOR
RIGHTS

Global issues, local solutions

Rédigé grâce au soutien de l'Union
européenne.

Imprimé sur papier recyclé, avec
encre végétale, grâce au soutien
de la Commission européenne,
dans le cadre du projet Hungry for
Rights, DCI NSA ED 2012 281 937

Le point de vue reflété par les
auteurs n'engagent qu'eux et ne
saurait en aucun cas être imputé à
la Commission, à ses membres ou à
ses employés.

ISBN 978-2-9551195-4-9





Introduction

Cette publication est le fruit du projet européen d'échanges "Community Supported Agriculture for Europe", dont le but principal était d'essayer le concept des partenariats locaux et solidaires entre producteurs et consommateurs (PLS, terme forgé par Urgenci) partout en Europe. Il s'agissait aussi de tisser des liens entre, d'une part, les pays où les PLS constituent déjà un modèle éprouvé pour approvisionner en nourriture les communautés locales et, d'autre part, ceux où les PLS sont encore aujourd'hui relativement inconnus. Au cours du partenariat, de nombreux échanges directs ont eu lieu entre paysans, consommateurs (parfois appelés co-producteurs), étudiants, activistes.

Cette publication cherche à décrire les spécificités des PLS et offre quelques conseils élémentaires concernant le démarrage d'une initiative. Ce document est avant tout à destination des personnes sensibles aux problèmes des systèmes alimentaires contemporains et qui veulent s'y attaquer par une approche active, communautaire et solidaire représentée par les trois lettres du mot anglophone pour les PLS, CSA (Community Supported Agriculture). Dans la suite du document, nous avons choisi d'utiliser l'acronyme CSA, car il s'agit du terme le plus utilisé, y compris dans certains pays non anglophones, pour désigner toutes ces initiatives.

L'idée des CSA n'est pas isolée mais évolue en relation avec d'autres concepts, eux aussi développés dans le cadre des systèmes alimentaires durables ces dernières années. Un des piliers de la souveraineté alimentaire est le droit d'accès à une nourriture locale et appropriée. Cet enjeu est présent dans le concept même des CSA. Les CSA fondent leurs partenariats sur des approches économiques innovantes (connues comme "économie du don", "économie solidaire", "économie pour le bien commun", etc.) dont les principaux composants sont l'engagement mutuel et le partage des risques et des bénéfices. En agriculture, le concept d'AMAP (Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne, terme français pour les CSA) est étroitement lié au mouvement pour l'agriculture biologique, bien qu'en général il ne sous-tende pas directement la certification et l'étiquetage : les relations informelles et personnelles sont les fondements de l'engagement en CSA. Dernier point, mais non des moindres, le concept de CSA permet de valoriser nombre d'alternatives locales déjà existantes mais ne cherche pas à les remplacer.

Les activités menées dans le cadre de ce projet ont été financées, entre autres, par le programme européen Grundtvig pour l'éducation tout au long de la vie. Cette publication a largement profité de l'accès aux outils sur les CSA développés par l'association britannique Soil Association.





Qu'est ce qu'un CSA?

L'agriculture soutenue par la communauté est un partenariat direct, par lequel les risques et les bénéfices de l'activité agricole sont partagés.

Cette définition plutôt minimaliste mais efficace englobe dans un même mouvement une grande diversité de modes de fonctionnements. En effet, bien que leurs principes soient identiques, les fermes en CSA et les groupes qui les soutiennent sont présents partout en Europe sous des modes opératoires très différents.

Cette diversité est principalement le résultat de contextes sociaux, agricoles et économiques hétéroclites, marqués par des situations spécifiques à chaque pays ou région où les CSA se sont développés.

D'après les conclusions du premier Symposium international des CSA, les différents mouvements pour les CSA reconnaissent toutefois les 4 principes fondamentaux suivants comme base commune:

- **Partenariat:** Les CSA sont fondés sur la collaboration, habituellement formalisée comme un contrat individuel entre chaque consommateur et le producteur, et caractérisés par l'engagement mutuel de s'approvisionner l'un l'autre (en argent et en nourriture) sur une certaine période de temps, qui dépasse le seul acte d'échange. Les contrats, oraux ou écrits, durent plusieurs mois, une saison ou une année.
- **Local:** Les CSA font partie d'une approche active pour relocaliser l'économie. Mais local, dans le mouvement des CSA, n'est pas restreint au pur sens géographique du terme. L'idée est que des producteurs locaux doivent devraient être bien intégrés dans leur région avoisinante : leur travail doit être utile aux communautés qui les soutiennent, sans restriction spécifique liée à ce « local ».





- ➔ **Solidarité:** Les CSA sont basés sur la solidarité entre les producteurs et les groupes qui les soutiennent. Cela inclut:
 - » le partage des risques et des bénéfices d'une production saine, adaptée au rythme naturel des saisons et respectueuse de l'environnement, ainsi que de l'héritage naturel et culturel et de la santé.
 - » le paiement anticipé d'un prix équitable qui permet aux paysans et à leurs familles de rester sur leurs fermes et de vivre dignement.

- ➔ **Le duo producteur/consommateur** est basé sur une communication de personne à personne et sur la confiance, sans aucun intermédiaire ni hiérarchie.

Une étude est actuellement (été 2015) conduite par Urgenci, le réseau international des CSA, pour savoir combien d'associations fonctionnent de cette manière. Il y aurait environ 6000 fermes et 500 000 consommateurs engagés dans une forme de CSA.





Quels sont les problèmes que les CSA cherchent à résoudre?

- Les chaînes de distribution alimentaire sont contrôlées par quelques grandes compagnies, qui utilisent leur position de force pour augmenter le profit de leurs actionnaires. Les CSA cherchent à construire une alternative, des systèmes alimentaires variés et décentralisés, contrôlés par les citoyens, au service du bien être social et de l'environnement.
- La disparition des petites fermes et de l'infrastructure dont elles ont besoin, par exemple les abattoirs de proximité, les moulins, les petits grossistes, les détaillants locaux, etc.,
- La disparition de l'artisanat, du travail créatif, ayant du sens et indépendant, au fur et à mesure de la mécanisation du travail dans les fermes, processus qui s'effectue sous le contrôle des grandes entreprises, qui utilisent souvent des travailleurs temporaires.
- Des revenus imprévisibles (et souvent très bas) pour les paysans qui sont exposés à la volatilité des cours mondiaux.
- Perte de la diversité culturelle et du sentiment d'appartenance au monde rural, puisque les traditions rurales et culinaires se meurent.
- Exode rural.
- Déficit de sécurité alimentaire puisque la population devient dépendante d'une monoculture agro-industrielle reposant essentiellement sur les énergies fossiles. Ces grands systèmes alimentaires manquent de diversité et risquent de s'effondrer en temps de crise.
- Perte de diversité dans les métiers de l'artisanat et du pe-





tit commerce, perte de matériel génétique, de graines et d'animaux de ferme, perte de diversité de régimes alimentaires et de cultures.

- Coût environnemental des aliments transportés.
- Dégradation de la biodiversité par l'agriculture "productive" conventionnelle à grande échelle.
- Exportation d'aliments loin des pays souffrant de malnutrition, afin de nourrir des pays où l'alimentation est déjà surabondante.
- Problèmes de santé liés à des régimes alimentaires basés sur des aliments hautement transformés et perte des savoir-faire culinaires.
- Manque d'accès à une nourriture locale et issue de l'agriculture biologique pour les ménages les plus démunis.
- Manque de confiance et de compréhension entre les consommateurs et les paysans.
- Perte de compétences agricoles et difficultés pour les nouveaux et les jeunes paysans d'avoir accès à la terre, aux connaissances, au marché et au capital initial.
- Déprise agricole et taux de suicide élevé parmi les paysans isolés et ruinés.
- Manque de bien-être animal dans la production agricole de masse.
- Manque d'exercice et manque de relation à la nature pour les consommateurs.
- Perte de confiance dans tout ce qui a trait à la nourriture et à l'agriculture.





Bénéfices pour les CSA

Bénéfices pour les communautés locales

- Les consommateurs reçoivent des produits frais et en connaissent la provenance.
- Le bénéfice environnemental lié à la diminution du nombre de “kilomètre-assiette” et d’emballages, ainsi qu’au et développement d’une agriculture éco-sensible qui améliore le bien-être animal.
- Une économie locale améliorée par un niveau d’emploi plus élevé, plus de transformation locale et une consommation locale.
- Un moyen d’éduquer les gens sur la diversité de la nourriture, les méthodes de production et les coûts.
- Les CSA ont une influence sur le paysage local et encouragent le développement d’une agriculture plus durable.

Bénéfices pour les paysans

- Un revenu plus sûr qui améliore la planification des activités et donne du temps pour se consacrer à l’agriculture en tant que telle.
- Une plus grande et plus juste rentabilité de leurs produits grâce à la vente directe.
- Une augmentation de l’implication dans la communauté locale; l’opportunité de répondre directement aux besoins des consommateurs.
- Soutien des consommateurs, y compris pour accompagner leurs projets sur le long terme.





Risques

L'agriculture est une activité risquée. Les paysans portent en général tous les risques liés aux activités de production. Dans les CSA, les consommateurs partagent parfois les risques de la production avec le paysan :

Risques liés aux activités agricoles	Comment les consommateurs en CSA peuvent aider?
Peu de récolte (ex maladie, mauvais temps)	Les consommateurs partagent la récolte qu'elle soit bonne ou mauvaise
Marché peu fiable – impossibilité de vendre le/les produit(s)	Les consommateurs s'engagent à l'avance pour recevoir le produit, par exemple en achetant 6 œufs chaque semaine
Prix incertain des produits	Les consommateurs s'accordent avec le producteur sur un prix à l'avance, par exemple au début de la saison
Santé précaire des paysans, non protégés par le droit du travail	Le groupe de consommateurs contribue par du travail bénévole sur la ferme quand le paysan est en vacances ou malade / Le paysan est embauché pour cultiver les aliments à un prix juste
Accès au capital – Dégâts sur des biens du capital, contrat à crédit variable etc.	Les consommateurs peuvent aider le paysan face aux immobilisations par des prêts, des dons en nature ou encore une participation à l'actif





Situation des CSA dans quelques pays européens

Autriche

En 2011, le premier « CSA » (le sigle anglo-saxon est également employé sur place) a démarré en Autriche, lorsque le “Gartnerhof Ochsenherz” a été fondé à Vienne. En 2012, deux fermes ont initié un projet de CSA en Styrie et en Haute Autriche. Aujourd’hui (juillet 2013), on compte déjà 9 CSA établis et quelques projets en cours de consolidation. La plupart des groupes se sentent motivés. Cela a été confirmé lors des partages d’expérience qui ont eu lieu dans plusieurs régions d’Autriche dans le cadre du projet européen. Cette croissance en deux ans seulement montre un fort intérêt pour les CSA. Une raison plausible réside dans l’insuffisance des débouchés actuels pour la vente directe, qui ne viennent pas à répondre à la demande de beaucoup de petits producteurs.

La plupart des CSA autrichiens ont été mis en place à partir de fermes déjà existantes, mais on a malgré tout identifié le cas de trois couples qui ont choisi le modèle des CSA dès leur installation. Certaines fermes utilisent le terme de CSA, d’autres GeLa (“Gemeinsam Landwirtschaft”, qui signifie “Agriculture communautaire”) et la plupart se font appeler “Solidarische Landwirtschaft”, agriculture solidaire, comme en Allemagne. Les fermes concernées sont principalement maraîchères mais, en 2013, on note déjà deux fermes, en Styrie et Carinthie, orientées vers des productions carnées et laitières, fonctionnant sur le même modèle.

En 2012, la première rencontre des CSA autrichiens a eu lieu à Vienne. Elle a accueilli près de 50 personnes et a débouché sur la création d’un réseau chargé d’organiser des rencontres régulières ainsi que d’initier la rédaction d’une charte. Par ailleurs, un groupe d’étudiants du Département d’Agriculture Biologique de l’Université des Sciences Appliquées du Vivant à Vienne a créé la même année une brochure sur les CSA pour diffuser le concept





parmi les paysans et les consommateurs. Durant l'été 2013, deux stages de Master sur les CSA en Autriche ont démarré.

La plupart des personnes impliquées dans les CSA autrichiens sont inscrites sur une liste de diffusion commune. Les CSA déjà établis, ATTAC Autriche et l'ÖBV- Via Campesina Autriche (l'équivalent de la Confédération paysanne en France) agissent comme premier contact pour toute personne intéressée par les CSA. L'étape suivante est la mise en place d'un groupe de travail en appui du réseau grandissant des CSA.



République Tchèque

Au début de l'année 2013, il y avait une dizaine d'initiatives utilisant le terme CSA (Community Supported Agriculture). Toutes ces initiatives font de la solidarité leur fondement, une autre façon de désigner le partage des risques et des bénéfices entre paysans et consommateurs. La plupart des CSA sont organisés autour d'un ou plusieurs paysans propriétaires de leur ferme et d'un groupe de consommateurs informel. Généralement, le groupe paye en avance (au mois ou pour la saison entière) la production du paysan et reçoit la récolte tout en prenant la responsabilité de la distribution et de l'administration de l'association.

Toutefois, il y a peu de fermes appartenant exclusivement à la communauté sur la base du principe de partage de la propriété ou de l'entrepreneuriat social. La plupart des initiatives d'ores et déjà existantes ont été initiées par des ONG environnementales dans des villes. Elles sont géographiquement éparpillées dans tout le pays. Le mouvement des CSA est très lié aux pratiques de l'agriculture biologique, la plupart des paysans ont la certification ou respectent les pratiques de l'agriculture biologique.





France

La majeure partie des CSA existants en France sont appelés Amap, ce qui signifie Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne. La première Amap a été créée à Aubagne (dans le sud de la France) en avril 2001, à l'initiative d'un couple de paysans et d'un groupe d'Attac. Depuis, les Amap ont eu un succès considérable dans tout le pays.



Les consommateurs se rassemblent en association, afin d'organiser le partenariat entre les consommateurs et le paysan fournisseur, souvent un maraîcher aux prémices du projet. Par la suite, d'autres paysans sont inclus, qui fournissent d'autres aliments à ce groupe de consommateurs, tels que de la viande, du fromage, des œufs, du pain. Il est obligatoire qu'il y ait un contrat bilatéral entre chaque consommateur et chaque producteur.. La taille moyenne d'une AMAP est d'environ 70 consommateurs (de 15 à 150 consommateurs), en partenariat avec de un à 10 paysans.

Aujourd'hui, en 2013, il y a plus de 1600 Amap clairement identifiées en France. Cependant, si les chiffres recueillis dans les régions où les Amap sont rassemblées en réseaux régionaux sont fiables, il est clair que ceux qui proviennent d'autres régions où il n'y a pas d'organisation sont probablement plus fragmentés. De ce fait, il est possible que le nombre de groupes soit plus élevé que cette estimation. Cela représente dans tous les cas plus de 50 000 familles et près de 200 000 consommateurs.

Depuis 2003, le mouvement des Amap a basé sa pratique sur une charte, élaborée par le réseau des Amap du Sud-Est de la France, Alliance Provence. Cette charte définit 18 principes relatifs à la responsabilité des consommateurs et des paysans. C'est un cadre auquel toutes les Amap doivent se conformer. La charte vient d'être revue au terme d'un processus de deux ans piloté par le MIRAMAP (Réseau inter-régional des AMAP, réseau national qui existe officiellement depuis Février 2010), qui a permis la consultation d'environ 10.000 amapiens et qui a abouti à l'adoption du nouveau texte en décembre 2014.





Allemagne

Au moment de la rédaction de ce document (mai 2013) il y a plus de 35 CSA en Allemagne, avec au moins autant d'initiatives en cours de construction. La devise allemande pour le mouvement des CSA est "Solidarische Landwirtschaft: Sich die Ernte teilen" c'est à dire « Agriculture solidaire : se partager la récolte ». La "solidarité" se réfère à une relation de soutien et de confiance entre les paysans et leurs "co-producteurs" (un autre mot pour "consommateurs", utilisé pour accentuer la connexion complète, une quasi-fusion, entre les deux groupes) qui va dans les deux sens. Dans la plupart des cas, « solidarité » se rapporte aussi à l'arrangement économique qui existe au sein du groupe de co-producteurs, où les personnes ayant des revenus plus élevés payent des contributions plus élevées (toujours sur la base du volontariat) que les personnes ayant des revenus plus modestes, de façon à couvrir les coûts de production de la ferme.

Bien que le premier CSA en Allemagne (Buschberghof, près de Hambourg) ait été mis en place dès 1988, beaucoup sont apparus dans les trois ou quatre dernières années, et cette tendance semble se poursuivre. La plupart des fermes sont en agriculture biologique certifiée (ou biodynamique), et une attention particulière est généralement portée à la minimisation de l'impact environnemental du transport des produits.

Avec la croissance rapide des CSA en Allemagne, un réseau national a été mis en place en 2011 pour faciliter le flux d'informations et le soutien mutuel au sein du mouvement, mais aussi afin de pouvoir répondre aux questions de la part des médias et des institutions de recherche. Un effort est actuellement engagé pour établir une assise financière solide pour soutenir le travail qui est effectué.

Grèce

La crise en Grèce a forcé les gens à essayer des solutions alternatives aux circuits de distribution alimentaire traditionnels. L'année dernière (2012-2013), il y a eu dans ce pays





un sursaut dans les mouvements solidaires de coopération. Le “mouvement de la patate”, qui consiste à organiser des achats groupés sans passer par les intermédiaires habituels, s’est élargi et a diversifié les produits distribués. Désormais transformé en un mouvement “sans intermédiaire”, il continue de s’étendre à l’ensemble du pays. La forme et l’organisation de ces initiatives varient en fonction des besoins des gens.

Les idées et les pratiques du mouvement CSA peuvent être adoptées facilement par des initiatives nouvellement formées. Les activités entreprises par DIO, un organisme de promotion de l’agriculture biologique, dans le contexte du projet Grundtvig “CSA pour l’Europe”, ont largement contribué à cet essaimage. Les acteurs de terrain qui ont participé aux activités du projet en Grèce ont pris part à la mise en place de nouvelles initiatives inspirées par le mouvement des CSA.



L’année dernière, l’agence DIO a encadré la formation de groupes d’achat solidaire qui ont en partie adopté les pratiques des CSA. Nous avons connaissance de quatre initiatives de ce type, deux dans la région d’Attiki (Athènes) et deux dans la région du Péloponnèse. Il existe par ailleurs quelques groupes éparses qui sont encore en cours de formation.

Ce qui a été accompli jusqu’à présent en Grèce montre un fort potentiel mais également de nombreuses incertitudes. Par exemple, dans la plupart des modèles mis en place, on peut observer que les paysans donnent un pourcentage de leur récolte aux consommateurs sans recevoir un paiement anticipé pour leurs produits de la part des consommateurs. Par conséquent, le partage des risques n’est pas encore une réalité. Le mouvement a besoin d’acteurs plus engagés, dotés d’une vision claire, susceptibles “d’entraîner” les autres avec eux. On constate également un immense besoin de formation et de transmission des connaissances techniques pour montrer la pérennité des fermes entièrement en CSA. Les actions du projet “CSA pour l’Europe” ont d’ores et déjà permis de travailler dans ce sens, mais des efforts supplémentaires doivent être entrepris.





Hongrie

En Hongrie il y a en 2013 huit groupes qui soutiennent des fermes et environ six groupements d'achats, mais ce nombre est en croissance continue. L'Association des Consommateurs Conscients (ACC) promeut principalement le concept français des Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap), car le réseau des groupements d'achats fonctionne déjà très bien.



Le concept des CSA a été introduit en Hongrie en 1998, mais les trois fermes qui ont été influencées par le concept anglais des CSA ont laissé tomber le modèle. Les raisons de ces échecs sont relativement divers: 1) Les coûts n'étaient pas bien calculés ; 2) Le concept était nouveau pour les consommateurs ; 3) Les habitudes alimentaires n'étaient pas "mûres" pour un contenu non négociable de paniers.

En 2010, trois nouvelles fermes ont commencé à vendre en CSA à la suite de la visite d'amapiens français, dans le cadre d'une mission d'essaimage organisée par Urgenci. L'influence française est toujours déterminante pour les huit fermes travaillant en CSA. Beaucoup utilisent d'ailleurs une traduction magyarophone de l'abréviation Amap. mais de nouvelles formes de fonctionnement ont également fait leur apparition, par exemple une coopérative sociale ou une SARL à but non lucratif. La plupart des initiatives démarrent à l'initiative des paysans, tout en dépendant fortement des consommateurs citoyens. En Hongrie, les CSA sont étroitement liés à l'agriculture biologique. Toutes les initiatives sont certifiées en agriculture biologique ou produisent sans produits chimiques.

L'ACC promeut le concept des CSA en Hongrie, publie des informations sur les meilleures pratiques nationales et internationales, et organise des sessions de formation pour les acteurs locaux.





Slovaquie

En Slovaquie, depuis 2010, plusieurs groupes soutiennent des systèmes de vente directe, avec une approche ciblée principalement sur la production biologique ou sans pesticides, par exemple à Bratislava (Agrokruh) ou encore à Trencin (BioPapa).

Le premier “vrai” CSA dont nous avons connaissance a démarré en 2010, après la première mission d’Urgenci à Zvolen. Il reste à ce jour la seule initiative de CSA du pays. Ce CSA fonctionne sans paniers et plutôt sur un système de commandes, mais implique cependant le groupe de consommateurs dans le processus. En 2012, après la tournée d’information dans le pays de CSA4Europe, un deuxième CSA a démarré à Bratislava. En Slovaquie, la question des CSA intéresse principalement les jeunes, soucieux de consommer des produits de saison, sensibilisés à la question de la souveraineté alimentaire, des prix justes, et désireux de prendre leur part à la création de communautés locales fondées sur ce type d’alimentation. La plupart des systèmes apparentés aux CSA en Slovaquie ont été mis en place à l’initiative de consommateurs à la recherche d’une alimentation locale, saine et de saison.



Royaume-Uni

La dernière recherche menée en Angleterre sur les CSA (Community Supported Agriculture, terme utilisé au Royaume-Uni) l’a été en 2011. On comptait alors 80 CSA en fonctionnement et environ 80 en gestation. C’était à la fin d’une période de soutien intensif pour les CSA. On pense que le nombre de CSA a augmenté depuis 2011 mais cette croissance n’a pas encore pu être évaluée. La définition des CSA au Royaume-Uni est large et les modèles qui sont classés dans cette famille sont divers. Quelques-uns sont initiés par les paysans et d’autres par les consommateurs. Le Royaume-Uni était considéré dans le projet CSA4Europe comme un pays “développé”, dont l’objectif principal était de partager l’expérience des initiatives déjà parvenues à maturité.

Le projet n’a pas significativement changé la situation des CSA au Royaume Uni mais les gens qui ont voyagé et qui ont reçu des





visiteurs ont acquis une expérience positive et se sont vus insuffler une inspiration nouvelle. Cette inspiration s'est étendue au-delà des participants individuels. Le projet a en effet installé un contexte pour le mouvement au Royaume-Uni, qui l'a aidé à mûrir, à prendre conscience jusqu'où il était allé. Enfin, plusieurs acteurs-clef du mouvement ont rencontré les amapiens français durant le projet et cela a eu pour résultat direct un travail renforcé sur la mise en place d'un réseau des CSA au RU, finalement créé fin 2013 sous le nom de UKCSA.





Description des différents modèles de CSA

Les fermes en CSA en Europe prennent différentes formes. Pour identifier les modèles les plus courants, les paramètres suivants ont été sélectionnés :

- Nombre de fermes/ de producteurs impliqués
- Degré de participation des membres
- Degré de confiance économique

Nombre de fermes impliquées

➤ Une ferme en CSA

Modèle souvent utilisé dans le contexte de fermes co-gérées par les consomm'acteurs et produisant la majorité de la nourriture dont les membres ont besoin.

➤ Deux ou plusieurs fermes en CSA

Schéma utilisé dans la plupart des initiatives des Amap françaises. La plupart du temps un accord bilatéral est conclu entre chaque paysan et chaque consommateur, de sorte que les paysans ne sont pas officiellement liés les uns aux autres.

Degré de Participation des Membres

Dans un CSA, la relation entre le consommateur et le paysan est plus forte que lors d'un simple acte d'achat et de vente. L'échange dépasse l'échange de nourriture et d'argent.

Dans certains cas, les consommateurs font de petites contributions en temps de travail bénévole à la ferme, qui est gérée comme une exploitation classique. Dans d'autres cas, les consommateurs ont une relation très proche avec la ferme.

Ci-dessous quelques-unes des mesures qui permettent d'approfondir la relation entre le paysan et les consommateurs :

Les fermes en Grèce Comment ça marche ?

L'initiative Agronaftes dans le sud de la Grèce est basée sur un partenariat entre producteurs et consommateurs. Elle a été créée par un groupe de consommateurs et de producteurs à la recherche d'un paysan pour produire la nourriture dont les membres ont besoin. Le nombre de membres est d'environ 100.

Le CSA Mogg d'Herzogenburg, en Autriche, est basé sur un partenariat entre 3 fermes (une ferme maraîchère, une ferme de pommes de terre et des oignons, et une ferme de culture de légumes secs).

L'AMAP Vert de Terre près de Paris est basé sur un partenariat entre huit producteurs, paysans et consommateurs. Les consommateurs paient les producteurs au même temps qu'ils consomment. Les producteurs vendent leur produit au même temps. Vert de Terre a 300 membres.





- Les paysans permettent aux consommateurs de venir sur la ferme et de l'utiliser pour des événements sociaux, des fêtes, des réunions ;
- Les paysans prennent formellement l'engagement de travailler d'une certaine façon, par exemple en signant une charte, de ne pas utiliser de produits chimiques, de préserver la vie des animaux sauvages ;
- Journées pédagogiques et journées portes ouvertes sont organisées pour les consommateurs à la ferme ;

Les engagements en CSA à la marche en pratique

Les consommateurs dans la région de l'Attique en partenariat avec une seule ferme. Un groupe de consommateurs, qui étaient 17 pour les fournir en produits alimentaires, le nombre fluctue entre 7 et 25 personnes.

Le CSA de Vienne, en Autriche, est une collaboration entre un consommateur (un maraîchère; une ferme produisant des légumes; un arboriculteur) et un apiculteur.

Le CSA de Grenoble, France, est composé de 17 consommateurs, parmi lesquels quatre sont en partenariat avec une ferme. Par ailleurs, la plupart des consommateurs vendent à plusieurs AMAP en France. Le Vert de Terre fournit des légumes à 36 familles.

- Quand cela est possible légalement, les consommateurs peuvent s'engager formellement à aider au travail à la ferme ou à participer à d'autres activités comme le marketing ou la distribution. Quelques consommateurs travaillent en échange de nourriture ;
- Le paysan enseigne son savoir aux consommateurs ou aux enfants ;
- Un groupe de consommateurs s'organise lui-même et met en place un partenariat avec une ferme. Le groupe de consommateurs fait des commandes de nourriture en gros ;
- Les consommateurs s'engagent à recevoir de la nourriture en avance, par exemple à recevoir un panier de légumes par semaine pendant une saison ;
- Les consommateurs paient en avance, par exemple en janvier pour toute l'année ;
- Les consommateurs contribuent aux coûts du capital de la ferme par exemple en prêtant ou en donnant de l'argent ou des avoirs ou en achetant des parts dans l'exploitation agricole ou encore du foncier. Les intérêts peuvent être payés en nourriture ;
- Les consommateurs louent la terre et paient un salaire au paysan pour qu'il fasse pousser la nourriture pour eux ;
- Les consommateurs prennent le





- risque d'une mauvaise récolte par exemple en s'engageant à prendre une part (par exemple un centième) de la récolte de chaque culture, chacun, qu'elle soit bonne ou mauvaise ;
- Les paysans autorisent les consommateurs à influencer le prix en échange d'un certain bénéfice ;
 - Les consommateurs s'engagent à partager les coûts de fonctionnement de la ferme et reçoivent de la nourriture en échange ;
 - Les paysans permettent aux consommateurs de cultiver leur propre nourriture, par exemple en fournissant de la terre, leur expertise et les machines pour travailler, en échange d'argent ;
 - Les consommateurs améliorent les conditions de l'emploi des paysans par exemple en leur fournissant des congés maladies, une assurance santé, du travail sur la ferme pour que le paysan puisse partir en vacances ;
 - Les consommateurs peuvent louer un arbre fruitier dont le paysan prend soin, et en cueillir les fruits ;

L'implication des membres **Comment cela fonctionne en pratique**

En Allemagne, le terme CSA désigne principalement un accord financier entre des producteurs et des consommateurs. En dehors d'un soutien financier, les membres des CSA aident par des coups de main réguliers à la ferme. De plus, des réunions régulières sont tenues et les membres ont leur mot à dire sur la façon dont la ferme fonctionne. Néanmoins, la contribution des consommateurs demeure principalement financière.

Dans le CSA d'Evkerék Ökotanya, en Hongrie, les paysans sont responsables de toutes les tâches liées à l'initiative. Cependant, ils aimeraient renforcer l'engagement bénévole des membres. Cette année, ils sont parvenus à déléguer la gestion de la liste d'attente à l'un des membres. Un autre membre est devenu responsable de rechercher des recettes pour les autres.





- Les consommateurs peuvent partager les coûts d'élevage d'une portée de porcs, en incluant le temps du paysan, et en partager la viande ;
- Les consommateurs ont une véritable relation amicale avec le paysan, qui ne peut évidemment pas être définie dans le contrat. Par exemple, au CSA de Stroud (Royaume-Uni) quand l'agricultrice est devenue handicapée, les consommateurs lui ont spontanément acheté une chaise roulante électrique tout-terrain pour quelle puisse continuer à travailler.

Degré de Confiance Economique

Les modèles de type CSA à travers l'Europe ont différentes approches lorsqu'il s'agit de décider combien d'argent chaque consommateur ou membre va devoir payer pour une période de temps afin de rétribuer le ou les paysan(s). Dans beaucoup de cas, le paysan demande une part fixe/un prix de panier, qui

Niveau de confiance économique Comment cela fonctionne en pratique

Dans les CSA allemands, la contribution payée par chaque ménage est basée sur une valeur de référence, calculée en divisant le budget annuel de la ferme par le nombre de ménages engagés. Cependant, à Buschberghof par exemple, une initiative emblématique du mouvement, la valeur de référence pour le prix des paniers a été volontairement augmentée de 50% par rapport à la moyenne ainsi obtenue. Chaque famille décide pour elle-même combien elle pourrait et voudrait contribuer et transmet sa déclaration signée avant ou lors de chaque Assemblée générale annuelle. Le processus pour garantir que le budget de la ferme pour l'année suivante est intégralement couvert a lieu lors de cette rencontre.

L'Amap La Courgette solidaire, dans la région de Paris, France, a créé un panier « Amap pour tous », afin de permettre aux familles aux revenus modestes d'intégrer l'Amap en payant leur part à moitié prix. L'Amap accepte les bons alimentaires ainsi que la monnaie complémentaire, le SOL. L'Amap reçoit de plus des subventions publiques qui sont utilisées pour les « paniers solidaires ».





couvre intégralement ses coûts. Ces prix sont souvent les mêmes ou un peu plus élevés que le prix du marché en agriculture biologique. Il y a aussi quelques initiatives où le prix, ou la contribution, est différent pour les personnes qui ont des revenus bas, moyens ou élevés. D'autres initiatives ne demandent même pas de prix mais rendent leurs coûts transparents et chacun donne ce qu'il veut et/ou peut. Ces derniers sont les projets caractérisés par un degré de confiance élevé entre tous les acteurs.

Ains, le terme CSA ne décrit pas un produit fini. Un CSA est plutôt basé sur la question centrale : comment développer de nouveaux systèmes alimentaires locaux. Les CSA peuvent être catégorisés selon qui les organise et les motivations qui les soutiennent. Cette catégorisation est décrite ci-dessous :

➤ **CSA initiés par les paysans**

Une partie des CSA sont initiés par le paysan, auprès de qui les membres souscrivent financièrement, avec peu d'implications supplémentaires. Ce type de CSA est probablement le plus commun aux Etats-Unis.

➤ **CSA initiés par le groupe de consommateurs**

Les consommateurs participent au modèle voire le font fonctionner et travaillent par conséquent de façon très proche avec le paysan qui produit ce qu'ils veulent. Le degré d'investissement du consommateur est variable. C'est ce modèle de CSA qui a à l'origine été introduit aux Etats-Unis.

➤ **Coopérative de paysans**

Il s'agit d'un modèle de CSA initié par le paysan où deux ou plusieurs fermes coopèrent pour fournir à leurs membres une grande variété de produits. Ce modèle permet à des fermes individuelles de se spécialiser dans le type de production qui leur paraît le plus approprié : les grandes fermes peuvent se concentrer sur les productions de grandes cultures tandis que les plus petites fermes le feront sur des cultures spécialisées et les fermes de montagne sur l'élevage. Il y a plusieurs exemples de ce type en France.

➤ **Coopérative de paysans-consommateurs**

A la manière du modèle décrit ci-dessus, les paysans dévelop-





pent dans ce cas un réseau de coopération qui permet d'avoir accès à une grande variété de produits, mais la différence, c'est qu'il y a en plus un engagement important de la part des consommateurs. Les consommateurs peuvent être copropriétaires de la terre ou d'autres ressources avec la participation des paysans. Le travail se fait alors ensemble pour produire et distribuer la nourriture. Stroud Food Hub est un modèle pionnier où la coop' appartient à la fois aux paysans et aux consommateurs membres.

Comment ça fonctionne en pratique Csa initié par le paysan ou par les consommateurs

Le CSA Mogg à Herzogenburg, en Autriche, est un exemple typique de CSA initié par un paysan. Il a été initié par des paysans, qui souhaitaient transformer leur système de paniers précédent en un CSA. Le plan de culture a été élaboré par les paysans, tout comme la plupart de leur travail. Le prix des paniers a également été déterminé par les paysans. Tout cela a été planifié de façon à être changé, cependant, durant la deuxième année.

Le CSA KomPot, en République tchèque, est possédé et organisé par une association civique composée de membres bénévoles. L'association emploie le paysan (pour l'heure, sur la base d'un emploi à temps partiel 10 mois par an) et loue le terrain pour sa production. Les membres partagent toutes les responsabilités et se sont accordés sur le partage des risques et des bénéfices. Les membres du CSA ont l'obligation de travailler au minimum 4 jours durant la saison au bénéfice de l'association, mais en pratique ils donnent encore plus de leur temps que ce soit sur la ferme elle-même ou dans l'organisation et l'administration de l'association.





Position légale des CSA dans quelques pays Européens

Autriche

En Autriche les CSA n'ont pas de statut légal particulier. Actuellement, la meilleure façon de gérer un CSA semble être de fonder une association à but non lucratif (en allemand : Verein) dans laquelle les membres payent une adhésion pour couvrir les coûts et ont la possibilité de travailler de façon volontaire sur la ferme. L'association peut être propriétaire de la ferme, voire être employer le paysan.

La différence principale entre un CSA et un schéma conventionnel de vente directe repose sur le degré de confiance et d'engagement. Le lieu sur lequel la nourriture est distribuée n'est ni un magasin ni une place de marché. La preuve : il n'y a pas de transaction d'argent en jeu. Dans la plupart des CSA, l'engagement mutuel s'exprime par un document signé. Cela est suffisant tant qu'il y a une bonne communication entre les paysans et les consommateurs, et tant que les paysans ont les ressources pour produire et que les consommateurs reçoivent leur part.

Comme dans d'autres modèles de vente directe, les paysans font face à des standards hygiéniques élevés pour la production et la transformation de leurs produits. C'est particulièrement le cas pour les produits laitiers et la viande. Peut-être les CSA pourront-ils fournir la possibilité de dépasser le système actuel de contrôle et de sanctions arbitraires, et de construire de nouveaux systèmes alimentaires, basés sur la confiance et la solidarité.

République Tchèque

La plupart des modèles de type CSA dans le pays représentent des groupes de consommateurs informels dans lesquels chaque individu membre passe un accord (écrit ou oral) avec le paysan. Cependant, l'ensemble du groupe agit comme une seule entité. Quelques groupes sont formés comme des associations civiles, qui fonctionnent en accord avec la loi.





Toutes les fermes qui fonctionnent sur la base du modèle de type CSA dans le pays satisfont aux prescriptions légales et peuvent vendre leurs produits (même ceux d'origine animale). Du point de vue de la distribution, les conditions hygiéniques sont généralement à la limite des dispositions légales. Comme l'achat lui-même est généralement arrangé sur le lieu de la ferme, la distribution est alors considérée comme un arrangement privé entre membres, plutôt qu'un acte d'achat/vente. Ainsi la distribution n'a pas besoin de remplir les critères d'hygiène et de sécurité alimentaire, car ce n'est pas un point de distribution au sens légal du terme.

France

Le point de distribution d'une AMAP n'est pas classifié comme un point de vente collectif (qui est une façon légale de caractériser les magasins à la ferme et les magasins-coopératives de producteurs). Les consommateurs sont engagés individuellement avec leur producteur, au travers d'un contrat qui respecte les lois communes sur les contrat. La distribution de l'AMAP est planifiée bien à l'avance avec les consommateurs disposant d'un contrat. Les produits ne sont pas stockés longtemps et sont distribués en direct aux consommateurs qui ont déjà payé pour leurs paniers.

Le groupe de consommateurs en AMAP ne doit pas avoir d'activité commerciale, ni d'activité de production ou de transformation. Ainsi l'AMAP n'est pas un intermédiaire.

De plus, au sein d'une AMAP, la seule activité commerciale est celle d'une vente directe contractualisée entre chaque producteur et chaque consommateur. Les règles sont mises en place à l'avance dans les termes du contrat, et il n'y a pas d'échange d'argent sur le point de distribution. C'est le contrat seul qui détermine le lien commercial. Et chaque producteur en AMAP est ainsi responsable, sur une base individuelle, pour les produits alimentaires qu'il fournit aux consommateurs. Il (ou elle) doit travailler en accord avec les règles d'hygiènes, en théorie les mêmes dans toute l'Union européenne, y compris lors de la distribution.

Les AMAP ainsi que leurs consommateurs, qui ne sont ni des vendeurs ni des revendeurs, ne peuvent pas être accusés de l'être par les contrôleurs anti-fraude. Seuls les producteurs peuvent être con-





trôlés. Seuls les producteurs ont le devoir de présenter des informations satisfaisantes concernant les conditions d'hygiène de leurs produits ou encore les conditions de production.

Allemagne

Les CSA en Allemagne peuvent prendre des formes légales diverses. Le type de forme légale choisi par chaque initiative est généralement en rapport avec les caractéristiques foncières de la ferme, le rôle des co-paysans (les membres du partenariat) dans le fonctionnement de la ferme, ou encore l'aspect pratique d'un transfert d'argent transparent entre les comptes bancaires concernés. Dans la plupart des cas, une organisation à but non-lucratif est choisie, avec pour objectif de satisfaire aux besoins des paysans et des co-paysans plutôt que de générer du profit. Les accords entérinés par les paysans et les co-paysans sont fondés sur un engagement mutuel et volontaire et donc sur la confiance. Aussi les membres peuvent avoir à signer un document qui symbolise cet engagement.

Grèce

Bien qu'un CSA en Grèce puisse être légalement reconnu sous le statut « d'entreprise coopérative et sociale », comme décrit dans la loi nationale 4019 de 2011, les CSA déjà en place n'ont pas de statut légal jusqu'à présent. Cette loi est récente et mal connue, y compris parmi les personnes impliquées dans les mouvements solidaires. D'un autre côté, elle pose malheureusement des lignes directrices très strictes, qui jouent contre la flexibilité nécessaire à chaque CSA, car la structure de chaque CSA doit pouvoir varier en fonction des besoins de ses membres. Nous prévoyons que la loi 4019/2011, si elle n'est pas modifiée, puisse conduire à décourager certains groupes de CSA d'essayer d'obtenir un statut légal.

Hongrie

La législation en Hongrie diffère en fonction des formes opérationnelles que prennent les CSA.

Les groupements d'achat prennent différentes formes : groupes





informels, associations enregistrées et même magasins.

S'ils veulent faire fonctionner leur ferme en CSA, les paysans hongrois doivent être dans une catégorie administrative particulière qui détermine leurs moyens opérationnels ainsi que leur taxation. La plupart des paysans en CSA ont une licence de producteur traditionnel à petite échelle, mais il y a quelques exemples où ils ont opté pour une autre identité légale (SARL, SARL à but non lucratif ou coopérative sociale). Toutes les fermes gardent la responsabilité du respect de la réglementation hygiénique, administrative et financière. Par exemple, les paysans mettent des factures ou des tickets dans leurs paniers.

La distribution ne peut être organisée que sur la base d'autorisations privées (par exemple dans des jardins, des fermes, des cours d'écoles). Le niveau élevé des taxes est un grave problème pour les paysans hongrois. La TVA est de 27% sur les produits alimentaires, à laquelle il faut ajouter la taxe sur le revenu et sur le coût du travail.

Slovaquie

Les CSA en Slovaquie ne sont pas légalement reconnus. Ils opèrent pour la plupart avec des groupes informels de citoyens qui réalisent des achats individuels. En 2009, la première législation autorisant des ventes sur l'exploitation de produits issus de la ferme, en petites quantités, a été adoptée. Les règles de sécurité alimentaire et d'hygiène, en plus de règles limitant les quantités vendues, rendent difficile la pérennisation d'une production locale sur des fermes familiales. De plus, les règles économiques et de taxation rendent compliquée la définition légale des CSA.

Royaume Uni

En Angleterre, les CSA ne sont pas reconnus légalement. Les CSA sont traités dans la loi de la même manière que les autres fermes et que les entreprises alimentaires. Les entreprises CSA s'organisent en entreprises caritatives, fondations ou coopératives.





La définition des CSA reste large, ce qui explique que les fermes en CSA soient si diverses en taille et en type d'organisation choisie. La vente directe ne dispose pas de subventions particulières ou d'avantages fiscaux. Cependant, on peut parfois compter sur un soutien au secteur associatif de la part de certains bailleurs de fonds, publics ou privés. Au moment où ce livre est rédigé, des chargés de mission oeuvrent au développement des CSA au Pays de Galles, mais très peu en Angleterre ou en Ecosse.

Comment lancer un CSA

Pour commencer un CSA vous avez besoin

- » de terre,
- » d'un paysan expérimenté
- » de consommateurs organisés
- » de vision et de motivation
- » d'un processus et d'un plan pour rassembler les personnes et les ressources

Certains CSA ont commencé à l'initiative des consommateurs, d'autres ont vu le jour grâce à des propriétaires fonciers, d'autres encore grâce aux paysans. En général, il y a une ou deux personnes enthousiastes qui travaillent dur pour faire démarrer les choses. Il n'y a pas deux CSA identiques et chacun d'eux se développe de façon différente.

Au début, les activités clés

➔ **Trouver ou former un groupe de consommateurs :**

- » Si le CSA est initié par le paysan, il essaie de se rapprocher de communautés existantes et d'organisations environnementales locales. Il essaie de trouver un partenaire, comme une école ou un centre communautaire.
- » Il tient une réunion publique et amicale pour parler de l'idée et obtenir du soutien.
- » Il organise des rencontres et des discussions pour développer un groupe de personnes et faire fructifier l'idée originale.





➤ **Trouver un paysan volontaire :**

- » Se mettre en relation avec un réseau de paysans (réseau des paysans en Amap, réseau des agriculteurs bio...) ou des personnes organisant des réunions sur l'agriculture.
- » Expliquer en quoi votre idée va les aider, dans la perspective du paysan. Par exemple, cela lui permettra peut-être d'avoir un débouché plus fiable sur le long terme.
- » Prendre contact avec des paysans qui font déjà de la vente directe.
- » Regarder parmi les jeunes et nouveaux paysans par exemple dans les lycées agricoles ou les CFPPA (Centres de formation professionnelle des producteurs agricoles).
- » Considérer la mise en place d'un système de tutorat, avec un apprenti paysan qui recevrait, sur une base régulière, de l'aide de la part d'un paysan plus expérimenté ne faisant pas partie du partenariat.

➤ **Etablir un plan clair et sensé:**

- » Trouver quelqu'un qui a la capacité d'inclure tout le monde et qui parvient à prendre des décisions claires. Il peut y avoir des réunions de concertation et des séries de discussions.
- » Mettre en place une structure pour le groupe. Attribuer des rôles. Vous allez probablement devoir faire des groupes de travail avec des tâches spécialisées par exemple trouver de la terre/organiser des événements pour la communauté/ faire le suivi de la comptabilité du groupe.
- » Identifier les besoins de chaque acteur. Par exemple le besoin du paysan d'avoir plus de main-d'œuvre, de l'argent en caisse en début de saison et d'un marché fiable. Les besoins des consommateurs d'espace de jeux pour leurs enfants et d'un prix abordable pour des aliments biologiques. Les bailleurs ont besoin de preuves sur le bénéfice environnemental.





- » Rédiger une déclaration sur vos valeurs. Trouver les valeurs sur lesquelles vous êtes tous d'accord et assurez-vous que ces valeurs sont le moteur de la planification plutôt que les besoins d'une seule personne pour de l'argent liquide ou l'intérêt d'une seule personne.
- » Faites une recherche sur les différents modèles de type CSA et apportez des exemples au groupe. Quand vous savez quels besoins vous essayez de combler et quelles sont vos valeurs, vous pouvez choisir et adapter le modèle qui vous correspond le mieux.
- » Fixez-vous des objectifs et des buts et mettez-vous d'accord sur qui doit faire quoi pour les atteindre.

➔ Trouver de la terre :

- » Cette partie concerne les initiatives d'installation en ferme communautaire, avec participation des consommateurs à la production.
- » Premièrement, soyez clairs sur ce que vous essayez d'accomplir et donc de quel type de terre vous avez vraiment besoin. Est-ce important d'être certifié en agriculture biologique? A-t-on besoin d'être près d'une ville? Y aura-t-il des animaux?
- » Soyez inventifs et persévérants. Il y a des CSA sur des terres que possèdent des écoles, des gouvernements locaux, des églises, des lignes ferroviaires, des jardins, des parcs, des universités et des fermes. Il y a des CSA sur des toits, dans des parkings, sur une parcelle squattée et il y a des CSA qui achètent leur propre terre.

➔ Faire de la publicité pour trouver de la terre:

- » Présentez votre groupe de façon à ce qu'il fasse impression sur les propriétaires terriens. Comprenez quels sont les objectifs du propriétaire.
- » Certains propriétaires ne font pas confiance aux groupes sans expérience. Commencez petit et prouvez que vous êtes efficaces avant de voir plus grand.

➔ Obtenir du soutien:

- » Soyez clairs dans votre message. Qu'est-ce que vous





voulez exactement que les gens fassent pour vous aider?
Qu'est-ce qui est motivant dans votre proposition, qui
découplera la puissance d'agir de vos interlocuteurs ?

- » Trouver un volontaire désireux de faire du marketing.
- » Dépenser du temps (et de l'argent) en publicité pour faire circuler l'argent et recruter des membres.
- » Sortez et parlez à autant de groupes différents que possible, pas seulement à vos amis.
- » Impliquez les gens qui vont de l'avant. Leur parler, comprendre ce qu'ils veulent, les accueillir et leur donner un rôle immédiatement. Rester en contact avec eux régulièrement, même s'ils n'aiment pas venir aux réunions.
- » Cela peut prendre longtemps avant de mettre en place un nouveau CSA. Gardez les gens motivés en organisant des projets pratiques de moindre envergure rapidement, même si vous ne pouvez pas encore avoir une ferme pour commencer à travailler dessus. Par exemple, organisez une journée pour planter des arbres, faites des soupes, prévoyez des journées pour les enfants.
- » Remarquez quelles sont les personnes qui s'impliquent le plus et vous remercient.



- ➔ **Revoir, évaluer, célébrer et améliorer les plans:**
- » Après un moment, il y aura des frustrations, des surprises, des opinions contradictoires, des déceptions et quelques disputes. Certaines personnes seront fatiguées et d'autres se montreront très enthousiastes. Des modes d'organisation imaginés initialement paraîtront dépassés et les objectifs précédents auront l'air irréalistes. De nouvelles opportunités émergeront.
 - » Procéder alors à des révisions régulières pour identifier ce qui s'est passé et remercier les acteurs qui ont rendu ces actions possibles.
 - » Rassembler les personnes et demander ce qui s'est bien passé, ce qui ne s'est pas bien passé, pourquoi ça ne s'est pas bien passé, et qu'est-ce-qu'on fait maintenant.





De quelle superficie de terrain a-t-on besoin?

Si vous connaissez déjà une ferme en fonctionnement vous pouvez baser vos estimations sur les rendements que vous connaissez déjà. Mais si vous commencez un nouveau projet, quelques estimations grossières peuvent être utiles.

Quand on cherche à définir de combien de terre on a besoin, il est crucial de définir quels produits vont être fournis. Il y a une différence énorme entre une production saisonnière et une production sur toute l'année. Si vous souhaitez avoir de la viande et des produits laitiers, cela demande une surface beaucoup plus importante. Une alimentation végétarienne ou végétalienne pour une année a besoin d'environ 700 m² alors que la diète omnivore typique Européenne a besoin de 5 fois plus de surface.

La surface de terre donc vous allez avoir besoin pour votre CSA varie de façon significative en fonction des conditions spécifiques du lieu, principalement:

- » Le type de culture et les conditions microclimatiques
- » La fertilité des sols
- » La diversité des produits
- » Les techniques de cultures, l'hébergement et l'alimentation des animaux

Cependant, afin de comprendre l'idée première, nous allons faire quelques simulations concernant la surface de terre nécessaire pour différentes productions.

➔ Légumes

En général on dit qu'une personne peut être nourrie, sur un régime végétalien, sur 100 m² de terre d'une fertilité moyenne. Il est utile de le calculer en fonction des rendements connus de votre région.

A cela on doit ajouter de la surface de terre pour:





- » Les manœuvres 5%
- » L'engrais vert – au moins 20%
- » Des rendements faibles/nuls sur certaines zones du terrain

Au total pour une personne, on a besoin d'environ 120 à 150 m².

➤ Céréales

Les céréales sont la base de la diète traditionnelle. Cependant elles requièrent des machines pour le semis et la récolte (souvent une ferme voisine peut aider). Comment calculer quelle surface de terre est nécessaire pour la production de céréales:

Le rendement moyen d'une céréale (le blé) en agriculture biologique en Europe est de : 1ha=4,5 tonnes (de blé) ; sur 100m² = 45 kg.

La consommation moyenne en céréales par personne est de 100-150kg/an.

Ainsi pour nourrir une personne en céréales toute l'année on a besoin d'environ 300m² de terre.

➤ Production de viande

L'élevage des animaux demande de la connaissance, du temps et de la surface. D'un autre côté, beaucoup de bénéfices y sont associés, tels que les bénéfices environnementaux (valeur du fumier pour le sol, pâtures riches en biodiversité, etc.) et des aspects sociaux (pour les membres du CSA, en particulier les enfants). Si nous sommes d'accord sur le fait qu'une ferme pour être durable doit pouvoir fermer son cycle de nutriments, avoir quelques animaux est alors une nécessité.

Pour le bien-être des animaux et pour l'environnement, il est recommandé d'avoir 2 UGB/ha (UGB – Unité Gros Bétail= 500kg d'animal vivant).

Le rendement moyen de viande par animal (qui dépend beaucoup de la race) est de:

- » 1 vache = 550-700 kg d'animal vivant, 60-80% utilisation





- » 1 cochon = 80 - 100 kg de viande
- » 1 agneau = 17-30 kg de viande
- » 1 poulet = 1,5 kg de viande

La consommation moyenne annuelle de viande par personne (moyenne européenne) est de 77 kg.

- » Boeuf = 16 kg
- » Porc = 41 kg
- » Agneau & chèvre = 3 kg
- » Volailles = 17 kg

A partir de ces chiffres on peut facilement calculer que, sur environ 2 hectares de terre, on peut nourrir 4 personnes en viande sur l'année. Jusqu'à ce qu'elles deviennent végétariennes ;-)

➔ Production laitière

La façon la plus facile d'utiliser un élevage est d'élever des races mixtes, pour la viande et le lait à la fois. Pour calculer l'efficacité potentielle de la production laitière, vous pouvez garder en tête le calcul suivant:

- » Consommation moyenne de lait/an en Europe : 80-100 l par personne
- » Production annuelle moyenne de lait (race laitières) = 7 800 l vache/an
- » 1 vache a besoin d'environ 2 hectares de terre pour être nourrie toute l'année
- » Ainsi on peut estimer que sur deux hectares on peut fournir du lait toute l'année à 80 personnes environ.

Comment financer un CSA de façon équitable

Le financement juste peut être atteint de plusieurs façons, dont les suivantes:

➔ Prix de marché

Connaître le prix que les gens ont l'habitude de payer pour un





panier de légumes et composer un panier sur la base du prix individuel des produits (prix du marché fermier (MF) ou de circuits de distribution similaires) jusqu'à atteindre le prix total du panier.

Par exemple: Vous savez que les gens sont d'accord pour payer 10€ par semaine, on peut donc composer le panier suivant. Attention ! Il s'agit d'un exemple élaboré en République tchèque en 2013. Il faut donc adapter le calcul au pays dans lequel vous vous trouvez.

Produit	Quantité	Unité	Prix du MF /unité (€)	Prix total (€)
Oignons	0,5	kg	1	0,5
Pommes de terre	0,5	kg	3,2	1,6
Pommes	1	kg	0,48	0,48
Prunes	1,5	kg	0,8	1,2
Courge	1	kg	1,4	1,4
Courgettes	2,5	kg	0,6	1,5
Tomates	0,5	kg	0,6	0,3
Betterave rouge	1	kg	2	2
Choux rave	0,5	kg	1,2	0,6
Kohlrabi	1	kg	0,4	0,4
Prix total du panier de légumes				9,98 €

➤ Prix indexé sur le cours du marché

Estimer ses coûts annuels pour une saison de production (en fonction du revenu souhaité pour une saison) – A. Estimer combien d'argent les personnes dépensent en général pour une saison de légumes – B. Diviser A par B et vous obtenez votre nombre de paniers

Par exemple:

- » Coût de production – 4000 €
- » Dépense moyenne en légumes – 200 €
- » Nombre de paniers pour couvrir le budget – $4000/200 = 20$





➤ Coûts réels de production basés sur l'engagement de la communauté

Concevoir un budget. Le plus souvent:

- » Coût de production (c'est-à-dire : graines, plants, outils, etc.)
- » Coûts de personnel
- » Amortissement des machines
- » Investissements
- » Services de conseil
- » Frais généraux

Diviser le total obtenu par le nombre de membres actuels ou potentiels. Par exemple, si le budget pour une saison est de 4000€, et que vous avez 20 membres, chaque part doit être de 200€.

➤ Contributions volontaires

Vous pouvez même avoir des membres qui décident de payer un montant auquel ils souhaitent contribuer. Dans ce cas, c'est à eux d'avancer combien ils peuvent payer pour couvrir les coûts totaux de la ferme. Cette méthode autorise la créativité, la liberté, la solidarité et l'inclusion de membres à bas revenus. Cependant cela demande une forte cohésion au sein de la communauté, de la confiance, etc. Voici quelques étapes incontournables si vous vous engagez sur cette voie :

- » présenter le budget total (voir ci-dessus) à la communauté
- » laisser les membres (en général secrètement) écrire leur offre
- » si l'ensemble des offres permet de couvrir le budget=OK
- » sinon, d'autres séries de soumissions sont réalisées qu'à ce que le budget soit atteint.





➤ Modèles de fixation de prix par rapport à des CSA de référence

Il est très simple de trouver des CSA qui ressemblent (en termes de production, de membres, de superficie, de conditions climatiques) à celui que vous voulez commencer et de demander comment ils déterminent le prix du panier. Si cela vous semble approprié, il faut leur demander !

Différentes approches pour le paiement et la livraison

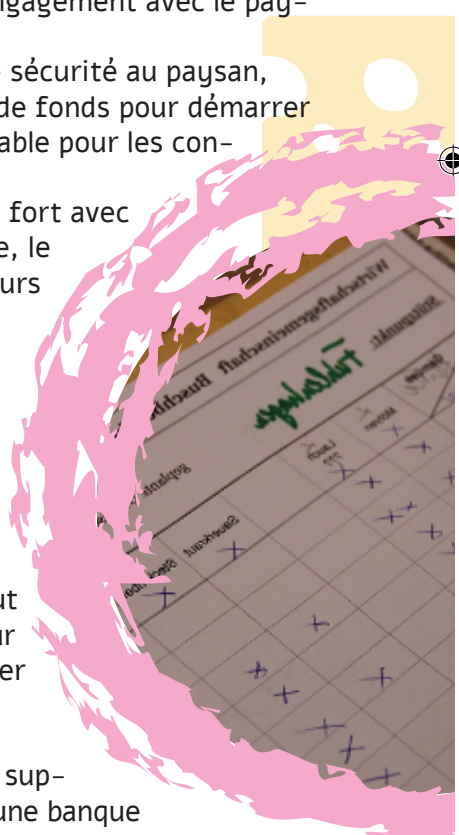
➤ Fréquence du paiement

N'oubliez surtout pas de décider de ce qui est le plus confortable et pratique pour le paysan et les consommateurs.

- » Paiement à la semaine – moins d'engagement avec le paysan, très compliqué, peu fiable.
- » Paiement mensuel – donne plus de sécurité au paysan, mais ne fournit pas suffisamment de fonds pour démarrer l'année, probablement plus confortable pour les consommateurs.
- » Paiement saisonnier – Engagement fort avec le paysan, administration plus facile, le paiement peut être divisé en plusieurs versements.
- » Paiement annuel – Niveau d'engagement le plus élevé avec le paysan, parce-que, après tout, il a besoin de payer la location de la terre en hiver aussi...

➤ Méthodes de paiement

- » Argent liquide – plus compliqué, haut risque, mais cela oblige le producteur et les consommateurs à se rencontrer au moins une fois...
- » Transfert bancaire – le plus facile, cependant cela peut avoir des coûts supplémentaires (il est bon de trouver une banque coopérative d'épargne) .





- » Chèques – souvent utilisés en France, le paysan est alors sûr d'être payé pour produire, cependant l'argent n'est crédité sur son compte bancaire qu'à un moment précis décidé avec le consommateur (au début de chaque mois, de chaque semaine, etc.).

Décider d'une méthode pour la distribution

Comment le produit est distribué ?

- » Option 1 : le paysan prépare des caisses individuelles et les amène au point de distribution – chaque consommateur reçoit une caisse standardisée avec l'ensemble de leurs produits déjà rassemblés et pesés à l'intérieur – Cela demande beaucoup de temps au paysan.
- » Option 2 : le paysan amène tous les produits au point de distribution et les caisses individuelles sont préparées au point de ramassage – chaque semaine, ce sont des membres différents qui pèsent les produits et préparent les caisses – Cela est le modèle le plus avantageux pour le paysan, mais nécessite une bonne coordination entre tous les membres.
- » Option 3 : le paysan amène tous les produits sur le point de distribution et chaque consommateur prend sa part lui-même – chaque consommateur qui arrive au point de ramassage, prend sa part parmi les différentes caisses de fruits et légumes.
- » Option 4 : les consommateurs viennent chercher leur part sur la ferme de façon individuelle (si la ferme est dans un village) ou de façon collective (si cela implique du transport) en périphérie de la ville.
- » Et toute autre option que vous pouvez imaginer...







 **Les CSA en un mot**





Liens vers les CSA d'Europe

Autriche

Réseau des CSA en Autriche:

www.solidarische-landwirtschaft.at

République tchèque

CSA en République tchèque: www.kpzinfo.cz

France

MIRAMAP: www.miramap.org

Allemagne

Réseau des CSA en Allemagne:

www.solidarische-landwirtschaft.org

Grèce

DIO: www.dionet.gr

Hongrie

CSA en Hongrie: www.tudatosvasarlo.hu/csa

Slovaquie

CSA en Slovaquie: www.cepta.sk

Royaume Uni

Réseau des CSA au Royaume Uni:

www.communitysupportedagriculture.org.uk

Réseau International

www.urgenci.net



Projet "Community Supported Agriculture for Europe"

Vienne, Juin 2013



URGENCI

THE INTERNATIONAL NETWORK FOR
COMMUNITY SUPPORTED AGRICULTURE

DCI NSA ED 281 937

